



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE LA RÉGION CHAMPAGNE-ARDENNE

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

### **Arrêté portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R.121-14 du code de l'urbanisme**

#### **Le Préfet de la région Champagne-Ardenne,**

**Vu** la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

**Vu** le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.121-10 à L.121-15, R.121-14 à R.121-18 ;

**Vu** la demande d'examen au cas par cas, relative au projet de carte communale de la commune de Belval-sous-Châtillon (51), reçue le 2 juillet 2014 ;

**Vu** la consultation de l'agence régionale de santé et sa réponse en date du 10 juillet 2014 ;

**Considérant** que le projet d'élaboration de la carte communale de la commune de Belval-sous-Châtillon est soumis à examen au cas par cas préalable à une évaluation environnementale, du fait de la présence, sur la commune limitrophe de Damery, de la zone spéciale de conservation (ZSC) « Pâtis de Damery », d'une superficie de 93 ha, désignée notamment par la présence de pelouses sèches et d'espèces d'amphibiens telles que le Sonneur à ventre jaune ou le Triton crêté ;

**Considérant** que la carte communale définit d'une part, une zone non constructible de 698 ha, et d'autre part, une zone constructible d'environ 14,75 ha au sein de laquelle il existe un potentiel constructible de 0,77 ha en extension et 0,96 ha en dents creuses, ainsi qu'une zone constructible à vocation économique de 2,94 ha, occupée actuellement par un karting ;

**Considérant** que les terrains à construire d'une superficie totale de 1,73 ha sont actuellement occupés par des prairies, des bois et des jardins et des vergers ;

**Considérant** que la zone constructible est définie en continuité du tissu urbain existant, en dehors de toute zone d'inventaire scientifique ou de protection réglementaire du milieu naturel et de toute zone humide ;

**Considérant** que la commune est située en aval hydraulique du site Natura 2000 ;

**Considérant** qu'ainsi le développement de la commune n'est pas susceptible de remettre en cause les objectifs de conservation de la ZSC ;

**Considérant** qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles, le projet n'est pas susceptible d'affecter de manière significative le site Natura 2000 ;

### **ARRÊTE**

#### **Article 1er**

Le projet de carte communale de Belval-sous-Châtillon, objet de la demande reçue le 2 juillet 2014, n'est pas soumis à la réalisation d'une évaluation environnementale en application de la section première du chapitre Ier du titre II du livre premier du code de l'urbanisme.

## Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 121-14-1 du code de l'urbanisme, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

## Article 3

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne.

Fait à CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, le

27 AOUT 2014

Pour le préfet,

~~La Directrice Adjointe,~~

Marie LECUIT-PROUST

### Voies et délais de recours

Le recours gracieux doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à

Monsieur le préfet de région  
Préfecture de région  
1 cours d'Ormesson  
51036 Châlons-en-Champagne Cedex

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie  
Grande arche  
Tour Pascal A et B  
92055 La Défense cedex

Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la publication de la décision ou du rejet du recours administratif. Il doit être adressé au :

Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne  
25 rue du Lycée  
51036 Châlons-en-Champagne Cedex